



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 juin 2019
Français
Original : anglais

Application du paragraphe 6 de la résolution 1956 (2010)

Seizième rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 6 de la résolution 1956 (2010) du Conseil de sécurité, dans lequel celui-ci m'a prié de lui présenter tous les six mois, à compter du 1^{er} janvier 2012, des rapports écrits en ce qui concerne le Fonds d'indemnisation des Nations Unies, évaluant le respect continu des dispositions du paragraphe 21 de la résolution 1483 (2003), selon lesquelles l'Iraq est tenu de verser 5 % des produits des ventes à l'exportation de pétrole, de produits pétroliers et de gaz naturel au Fonds d'indemnisation. Ce seizième rapport rend compte de l'évolution de la situation depuis la publication de mon quinzième rapport (S/2019/14), le 7 janvier 2019.

II. Évolution de la situation

2. En vertu du pouvoir qui lui a été conféré quant aux dispositions à prendre pour veiller à ce que les sommes dues soient versées au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies a continué de surveiller activement le dépôt des recettes au dit Fonds. Le secrétariat de la Commission a continué de poursuivre sa collaboration avec le Comité iraquien d'experts financiers, organe chargé de surveiller le contrôle, la déclaration et l'utilisation des recettes provenant de l'exportation du pétrole iraquien.

3. En application de la décision 276 (2017) du Conseil d'administration, le pourcentage du produit des ventes à l'exportation de pétrole qui doit être versé au Fonds d'indemnisation a été porté de 0,5 % en 2018 à 1,5 % pour l'année 2019.

4. En 2019, le Fonds d'indemnisation a reçu, en moyenne, 82,6 millions de dollars par mois. Depuis mon dernier rapport, la Commission d'indemnisation a effectué deux versements trimestriels au profit du Koweït, respectivement de 100 millions de dollars le 18 janvier 2019 et de 240 millions de dollars le 23 avril 2019. En tenant compte de ces versements, la Commission d'indemnisation a versé, à ce jour, un montant total de 48,3 milliards de dollars, et il reste quelque 4,1 milliards à régler au titre de la dernière demande d'indemnisation du Koweït. Sur la base des recettes actuelles du Fonds et des dernières projections, le reste à payer par la Commission devrait être soldé en 2021, ce qui lui permettrait d'achever son mandat.



5. Je rappelle que le produit des ventes de pétrole et de produits pétroliers de l'Iraq est déposé sur le compte ayant succédé au Fonds de développement pour l'Iraq. Même si l'audit du compte, durant la période considérée dans le présent rapport, ne sera pas disponible avant un moment, je suis persuadé, au vu des recettes actuelles du Fonds d'indemnisation et de la satisfaction exprimée par le Conseil d'administration, que le Gouvernement iraquien reste déterminé à s'acquitter de ses obligations de versement au Fonds d'indemnisation.

6. En conclusion, je tiens à remercier à nouveau le Gouvernement iraquien et le Comité iraquien d'experts financiers de leur coopération constante avec la Commission d'indemnisation.
